

MALGRÉ LEUR RENCONTRE HIER AVEC OULD-KABLIA

Les gardes communaux n'en démordent pas

Reçus, hier, par le ministre de l'Intérieur en personne, les gardes communaux n'en démordent pas pour autant, maintenant leur protestation à travers, notamment, la poursuite du sit-in national de Blida entamé le 26 juin dernier avec des rassemblements similaires prévus dans le reste des wilayas.

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Le combat de la dignité, et c'en est un, que les gardes communaux mènent depuis des mois, lève le voile sur une des facettes, nombreuses, maladroitement cachées par la fameuse politique de réconciliation nationale qui fait la part belle aux partisans des ténèbres et autres chasseurs de lumières ayant mis le pays à feu et à sang.

Un long et laborieux combat qui vient de reprendre de plus belle au moment où le pays célèbre le cinquantenaire de son indépendance, avec la grandiose démonstration de force de ce lundi. Même s'il est vrai qu'elle a eu un goût d'inachevé avec les affrontements musclés avec les forces de l'ordre aux portes de la capitale qui les ont empêchés d'atteindre, comme prévu, la présidence de la République, la grandiose marche d'avant-hier qui s'est étalée sur 40 km, de Blida à Alger, a été pour les «Ridjal Waqifoun», une belle opportunité de mettre le doigt sur l'une des inconséquences béantes de la fameuse loi portant réconciliation nationale.

Une loi qui a mis entre parenthèses le combat et le patriotisme de bien de franges de la société dont justement ces gardes communaux, dont nombre d'entre eux, si ce n'est leur totalité, ont répondu à l'appel de la patrie en rejoignant ce corps à sa création en 1994.

Une année où le terrorisme islamiste avait entamé sa longue période de terreur, semant désolation, pleurs et sang. Et summum de l'ingratitude de l'Etat envers

ceux parmi bien d'autres qui ont eu à sauver le pays de l'effondrement, tout simplement, devant la déferlante hydre islamiste et pour nombre d'entre-eux au prix de leur vie et d'autres au prix de handicaps à vie, son abandon des gardes communaux, membres des GLD et autres patriotes.

Ceci au moment où les ennemis de la nation d'hier, traînant des crimes et des destructions de biens publics et privés, sont réhabilités et «balancés» dans le créneau de l'import-import où il n'est pas recommandé de parler impôts tant cela relève de l'hérésie. Un phénomène qui prend de l'ampleur au vu et au su de tout le monde, menaçant jusqu'à l'Etat dans son existence, faisant dire à bien des hommes politiques que l'islamisme est en train de gagner politiquement ce qu'il n'a pu arracher militairement. Tout ceci par la grâce d'une réconciliation nationale qui a fait que les vrais patriotes, dont justement les gardes communaux, rasant les murs et se font discrets pour ne pas «heurter» la sensibilité de leurs bourreaux d'hier.

Autant de constats que nous avons eu à entendre de la bouche de ces gardes communaux lors de leur marche d'avant-hier. Et parfois de manière tout aussi crue que sincère. Comme ce jeune garde communal de Chrèa, âgé de 34 ans, qui affirme s'être engagé dans les rangs de la garde communale en 1998 par conviction.

«C'était à l'époque où il n'était surtout pas recommandé de montrer un quelconque brin de patrio-



Le combat des communaux continue.

tisme au risque de subir l'ire et la sanction suprême des fous de Dieu», dira-t-il, non sans relever avoir à maintes reprises frôlé la mort lors des nombreux ratissages et autres embuscades.

Des opérations qui feront lâcher un autre garde communal, venu celui-ci de Bouira, la quarantaine entamée dont l'accent kabyle apparaît dans son arabe débité péniblement à l'à-peu-près. «Nous avons toujours servi de chair à canon, nous avons toujours assuré les fonctions d'éclaireurs pour les militaires lors des opérations anti-terroristes et de supplétifs de la police dans ses missions de contrôle de routine», dira-t-il. Un ballottage dont il affirmera souhaiter se soustraire, regrettant l'ingratitude de l'Etat à l'égard de patriotes qui, se laissera-t-il dire, de chaudes larmes parcourant ses joues raidies par de longues nuits sans sommeil, «se font tout petits devant les tingos, leurs ennemis de toujours». Un autre garde communal, celui-ci venu de

Boumerdès, se voudra plus «arithmétique» pour illustrer le lourd tribut payé par le corps pour la sauvegarde de la République. «4 600 de nos collègues ont trouvé la mort, les armes à la main et pour certains atrocement, et 1 700 survivent tant bien que mal dans l'invalidité du fait de blessures, pour certaines incurables, donc à traîner à vie». Ceci sans relever le fait que pour les 88 817 gardes communaux encore en activité, leur situation est précaire au vu de leur rémunération dérisoire.

Réunion avec Ould-Kablia

A l'issue de la fin en queue de poisson de leur marche de ce lundi, avec les affrontements violents avec les forces de l'ordre déployées en très grand nombre à hauteur de Birkhadem, des représentants des gardes communaux ont été reçus ce mardi au ministère de l'Intérieur et des Collectivités locales. C'est Ould Kablia en personne qui a eu une discussion directe avec les quatre membres

de la Commission nationale des gardes communaux. Une entrevue tenue à la mi-journée au cours de laquelle, selon Aliouat Lahlou, délégué national et représentant de la wilaya de Bouira, la plateforme de revendications du corps a été remise en vue de sa transmission au premier magistrat du pays. Ce qui était, d'ailleurs, l'objectif assigné à la marche de la veille prévue pour prendre fin devant le siège de la présidence de la République.

Selon notre interlocuteur, Ould Kablia a regretté l'issue musclée de la marche, non sans relever la disponibilité de son département. Ce à quoi, Aliouat dira avoir répliqué que si les portes du ministère de l'Intérieur étaient réellement ouvertes, on n'aurait pas marché 40 km et tenu un sit-in 14 jours durant.

Le sit-in de Blida maintenu

Chat échaudé craint l'eau froide, les gardes communaux semblent faire la leur cette maxime puisqu'ils ne veulent en aucun cas subir la même chose que lors de leur mémorable marche à Alger, l'année dernière. «Nous maintenons notre sit-in national de Blida jusqu'à la satisfaction pleine et entière de notre plate-forme de revendications avec des sit-in similaires mais limités dans le temps, dans les 47 autres wilayas du pays», soutiendra Aliouat pour qui «cette fois-ci, ça passe ou ça casse, c'est le combat de la dignité».

Par ailleurs, le représentant des gardes communaux de Bouira regrettera le fait que 150 de ses collègues soient introuvables jusqu'à hier, en début d'après-midi, au moment où 150 autres ont été relâchés, parlant d'une soixantaine de blessés dont un gravement atteint à l'œil.

M. K.

LES GENS CROYAIENT À UNE ATTAQUE TERRORISTE

Tirs de sommation contre un voleur à Annaba

Lundi, vers 19 heures, des tirs à l'arme de poing ont été entendus par les baigneurs et les riverains au niveau de la plage Fellah Rachid, ex-Saint Cloud d'Annaba.

Les gens qui étaient dans les parages ont d'abord cru qu'il s'agissait d'une attaque terroriste, avant de s'apercevoir que les tirs sont ceux d'un motard poursuivant une Mazda de couleur blanche. Son conducteur n'ayant pas obtempéré aux injonctions de s'arrêter. Il venait de subtiliser et de charger à l'arrière de sa Mazda une grosse moto flambant neuf, stationnée par son propriétaire au bord de la route de la plage Rizi Amor, ex-Chapuis.

Le motard, qui est intervenu suite aux cris de ceux

qui se sont aperçus du vol de la moto, a été heurté par le conducteur-voleur qui lui faisait des queues de poisson pour l'empêcher d'avancer.

Le policier chuta mais releva rapidement sa moto pour reprendre sa course poursuite.

Devant le refus du fuyard de s'arrêter, le motard a été obligé de dégainer pour tirer des coups de feu en l'air, en signe de sommation. Non loin de là, se trouve une brigade de la Gendarmerie nationale, celle de la plage Fellah Rachid précisément.

Ayant entendu les coups de feu, les gendarmes de cette brigade sont sortis pour s'enquérir de la situation. Ils ont vu une scène digne d'un film hollywoodien : une course poursuite entre un motard et un véhicule utilitaire. Ils n'ont pas hésité à donner un coup de main au motard-policier.

Devant l'intervention des gendarmes et voyant qu'il n'avait plus aucune chance, le voleur de la moto s'est résigné à abandonner sa course folle. Il a été arrêté et présenté hier mardi devant le procureur de la République près le tribunal d'Annaba.

A. Bouacha

RELIZANE

La RN 90 fermée par les habitants d'Aïn Tarik

La route nationale n°90 a été fermée à la circulation dans la journée d'hier, par les habitants de la commune d'Aïn Tarik, située à 90 kilomètres au sud du chef-lieu de Relizane, selon des sources concordantes a-t-on appris. Cette commune a fait l'objet d'une manifestation musclée de la part des habitants de la région d'Aïn Tarik, paralysant de ce fait la route nationale n°90 reliant Relizane à Tiaret.

Tout de suite, la route était carrément fermée par des pneus et barricades, pour dénoncer leur calvaire en eau potable qui n'a pas coulé depuis une dizaine de jours. Un responsable de l'Algérienne des eaux et le maire de ladite municipalité se sont immédia-

tement déplacés sur les lieux. Ils ont pu maîtriser la situation et promis de régler ce problème dans les jours qui viennent.

Les protestataires se sont dispersés dans le calme, après avoir été rassurés par les autorités locales que leurs doléances seront prises en charge dans les plus brefs délais. Aucun incident n'a eu lieu. Les forces de sécurité ont pu maîtriser la situation en les dispersant et la route nationale réouverte à la circulation.

Signalons que le problème des protestations a pris de l'ampleur depuis le début de l'année en cours et a connu des proportions alarmantes au sud de la wilaya.

A. Rahmane

BLIDA

Quatre morts dans un accident de la circulation

Quatre jeunes personnes sont décédées, hier, dans un accident de la circulation au niveau du lieudit El Qelaâ, sur la RN1, entre la commune de Chiffa et le Ruisseau des singes, à 10 kilomètres au sud de Blida. Les victimes qui se trouvaient à bord d'un véhicule léger en provenance de Djelfa, sont tombées dans un ravin de 90 mètres de profondeur, et ce après que leur véhicule eut

dérapé. Il a fallu plus de quatre heures pour que les secouristes arrivent à dégager les corps pour les transporter à l'hôpital. Pour rappel, cinq personnes sont mortes, il y a un mois dans un terrible accident de la circulation lorsque le camion qui les transportait heurta un arbre. Les victimes revenaient d'un champ de fraises à Mouzaïa.

M. B.